AUGMENTATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ

Entre équilibre social et réalité économique

Cheval de bataille du P-dg de Sonelgaz, l'augmentation du prix de l'électricité se heurte, pour le moment, à une espèce d'obligation de retenue que doivent observer les pouvoirs publics, il est vrai, prisonniers d'une de ces constantes à laquelle on ne peut toucher, au risque de heurter la sensibilité de l'Algérien.

Au même titre que ces autres subventions instituées depuis des lustres au rang de constantes immuables, en effet celle de l'électricité est du genre, si on y touche, à faire sortir de leurs gonds ces citoyens qui peinent déjà à régler la facture administrativement soutenue.

Une logique qui n'agrée évidemment pas la Sonelgaz tellement la réalité économique ne fait que la rattraper chaque année un peu plus avec comme conséquence directe, tel que l'expliquait, lundi dernier, le P-dg de Sonelgaz sur les ondes de la radio nationale, une reconsidération du plan d'investissement de l'entreprise dont, par exemple, le programme pour l'année 2017 a été différé pour 2019 en raison, entre autres, de l'impossibilité d'équilibrer les revenus et les charges.

Pour les pouvoirs publics, le prix de la subvention de l'électricité est parti pour s'avérer de plus en plus lourd à supporter, ce qui risque de mettre ces mêmes pouvoirs publics dans une position hautement inconfortable au regard de l'équilibre social éminemment précaire si l'on doit se fier à cette incertitude, pour ne pas dire plus, induite par la crise pétrolière que l'Algérie subit de plein fouet. Et ce n'est sans doute pas cette augmentation prévue de la TVA, avec les 18 milliards de dinars que va engranger le Trésor public, qui est faite pour rendre le sourire aux gestionnaires de la deuxième plus grande entreprise algérienne dont le groupe de sociétés affiliées enregistre un manque à gagner global annuel pas loin des 180 milliards de dinars.

La panacée pour le patron de Sonelgaz ne saurait donc être autre qu'une augmentation du prix de l'électricité. Et comme chez les pouvoirs publics on n'est pas sans savoir qu'un retard dans l'exécution du plan d'investissement de la Sonelgaz aura des incidences sur le renouveau économique prôné, notamment industriel, il est à se demander quelle parade on trouvera pour justifier l'inévitable augmentation du prix de l'électricité. Ceci, même si, lundi lors de l'inauguration à Oran de la 6e édition du Salon des énergies renouvelables, le ministre de l'Energie a pris la précaution de préciser que «les citoyens de basse consommation ne seront pas concernés par l'augmentation du tarif de l'électricité». De quoi rassurer certes, mais il reste à savoir comment ceux appelés à redynamiser l'économie nationale consentiront à supporter, et pour combien de temps, le prix d'entrée de la Sonelgaz dans la réalité économique.

Photos : DR

Le prix de la subvention de l'électricité s'avère de plus en plus lourd à supporter.

A. M.

ÉDUCATION

L'Unpef ouvre son cinquième congrès

L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) organise du 27 au 29 de ce mois son 5e congrès ordinaire au complexe balnéaire Adim de Zemmouri-El-Bahri, dans l'est de la wilaya de Boumerdès.

570 délégués venant, selon les organisateurs, des 48 wilayas du pays ont assisté à la cérémonie d'ouverture. Etaient également présents des représentants de partis politiques, des syndicats et de la société civile. Dans son discours d'ouverture, le président sortant de l'Unpef, Sadek Dziri, a succinctement fait le bilan du syndicat qui revendique plus de 174 000 adhérents. Selon lui, la grande famille éducative s'apprête à aborder d'importants dossiers «qu'il est nécessaire de gérer de manière calme, scientifique et rationnelle».

Pour preuve, il cite le communiqué signé entre la ministre de l'Education nationale et les syndicats des enseignants pour l'instauration de la Charte de l'éthique dans le secteur. Ce qui lui fait dire que des premiers pas allant dans le sens de la construction de la confiance entre les partenaires de cette grande famille sont palpables. Il n'a pas manqué d'émettre quelques félicitations en direction de madame Benghebrit , la ministre de l'Education nationale.«Nous nous félicitons de la réponse favorable de la ministre de l'Education pour un dialogue fécond. Nous rappellerons, par ailleurs, qu'une grande partie des revendications ont été concrétisées.»

Abordant, dans son intervention devant les congressistes, le volet politique, les observateurs ont noté que le chef de ce syndicat a fait allusion au front national contre ceux, de l'intérieur du pays ou de l'extérieur qui auraient, selon l'initiateur de cet appel, le FLN en l'occurrence, des visées malveillantes contre l'Algérie. Prié de préciser sa position sur ce dossier, Dziri nous a déclaré «nous sommes avec toutes les initiatives émanant de la part d'Algériens. Nous avons dit oui à l'initiative du FFS pour un consensus national. Toute initiative vivante qui aboutit sur des solutions consensuelles dans notre pays, nous, nous l'appuierons.»

A une consœur qui reviendra plus tard sur la question précisant que c'est un appel d'un parti politique pour soutenir le président de la République, initiative, rappela-t-elle, rejetée par d'importants partis politiques de l'opposition, Dziri dira : «Premièrement, nous n'avons pas donné notre accord. Secundo, ce document ne nous a pas été remis pour étude. Nous ne participons qu'à des initiatives qui font l'objet d'un large consensus dans le pays. L'alignement sur un parti politique ne nous intéresse pas.» Une manière de faire marche arrière devant la perplexité soulevée par cette intrusion dans le domaine politique.

Sadek Dziri a succinctement fait le bilan du syndicat.

Concernant les insuffisances constatées par les enseignants au niveau de la commission nationale des œuvres sociales du personnel de l'éducation nationale, Dziri dira : «Nous présenterons un dossier à cette Instance qui est indépendante par rapport aux syndicats.» Selon lui, des dispositions vont être changées, notamment celles de la décision 12/01 pour donner plus de prérogatives de contrôle aux syndicats du secteur.

Des changements organiques sont attendus à l'issue de ce congrès, notamment les textes du syndicat, en premier lieu les statuts qui seront revus pour faciliter la gestion et le fonctionnement des instances de l'Unpef. Il est également question d'abandonner le mode de vote par les 2/3 des décisions du syndicat pour revenir à la majorité simple.

Revenant sur les propos imputés à la ministre, les congressistes éliront un nouveau président, Dziri est leur favori.

Abachi L.

CLIMAT DES AFFAIRES EN ALGÉRIE

Des hommes d'affaires lyonnais à l'écoute

La coopération algéro-française est passée réellement à la vitesse supérieure. Alors que la Haute-Commission gouvernementale des deux pays a conclu d'importants accords à Paris, à Alger une délégation d'hommes d'affaires lyonnais de différents secteurs, d'élus et d'universitaires est en visite officielle de trois jours «pour renforcer les liens avec l'Algérie».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ce panel de responsables conduit par Gérard Collomb, sénateur-maire et président de la Métropole de Lyon, se rendra dans plusieurs villes du pays dont Sétif, Alger et Oran.

Sétif étant la première étape de cette visite en raison du partenariat qui la lie à la ville de Lyon depuis 9 ans, révèle la filiale Algérie de Business France dans un communiqué.

Hier, une conférence a été organisée à l'Institut français d'Alger où a été présentée la situation économique du pays et les conditions d'affaires en Algérie. Lors de cette conférence, il a été mis en avant les «opportunités d'investissement en Algérie à travers les multiples facilitations accordées par le gouvernement». Lors de cette conférence, il a été souligné, également, le fait que, contrairement à l'époque de l'économie planifiée, il n'est plus compliqué de monter sa boîte en Algérie. Il suffit effectivement de quelques procédures et peu de temps pour y lancer une entreprise et à un coût très bas.

«En outre, depuis plus de dix ans, l'Algérie fournit des aides colossales et des services de très grande qualité aux entrepreneurs, notamment les jeunes, cherchant à s'implanter ou faire du business en Algérie», explique-t-on. Et d'ajouter : «L'Algérie récolte aujourd'hui les fruits de sa politique orientée de plus en plus vers les nouvelles technologies. L'arrivée récente de la 3G dans le pays a ainsi permis d'augmenter de manière exponentielle le nombre d'abonnés à internet. Selon les derniers chiffres de l'ARPT, l'Algérie compte actuellement 12 millions d'abonnés internet dont 8,23 millions à la 3G. Une augmentation spectaculaire réalisée de 22% en moins d'un an. Grâce à l'introduction de cette nouvelle technologie, l'Algérie a ainsi pu réaliser en très peu de temps ce que d'autres pays ont fait en plusieurs années. Toutefois, malgré un nombre d'abonnés croissant, la part d'internet dans le PIB algérien reste encore très faible.»

En effet, selon le cabinet McKinsey Global Institute, l'internet en Algérie ne contribue que pour 0,8% au PIB en 2012. Une faible proportion comparée à celle du Maroc qui est à 2,3% ou encore du Sénégal à 3,3%. En cause, notamment, l'absence presque totale d'un écosystème favorisant l'économie numérique.

A. B.